

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 22/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ACRODUR INDUSTRIE**

11 boulevard Eiffel  
BP 12  
21601 Longvic  
21600 Longvic

Références : 2025-157  
Code AIOT : 0005401091

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement ACRODUR INDUSTRIE implanté 11, Boulevard Eiffel BP 12 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réalisée le 04 mars 2025 a été conduite dans le cadre d'une action départementale portant sur la thématique des déchets. Le référentiel applicable à cette action est constitué du Code de l'environnement, ainsi que des arrêtés ministériels du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets et du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACRODUR INDUSTRIE
- 11, Boulevard Eiffel BP 12 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ACRODUR INDUSTRIE réalise le traitement de surface des métaux et plus précisément le nickelage chimique et nickelage sulfamate. La société intervient sur des pièces en base fer, cuivre et alu.

Le site dispose de laboratoires et d'ateliers équipés pour procéder au traitement des métaux.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
5	Obligation de Tri	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D543-281	Demande d'action corrective	1 mois
6	Stockage, rétention, manipulation et transport	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 11-4	Demande d'action corrective	1 jour

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Sans objet
3	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdechets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que, dans l'ensemble, l'exploitant avait connaissance des réglementations relatives à la gestion de déchets.

Par contre, il apparaît que l'installation présente une non-conformité vis-à-vis du respect de la réglementation relative aux déclarations GEREP, la mise sous rétention ainsi que le tri des déchets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registre des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.- Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets (...) tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son registre des déchets, la version du registre est nommé "D4-6-4-Rev-2". Celui-ci reprend l'ensemble des "registres de mouvements de déchets" par année depuis 1999.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Registre des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets sortants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
  - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- d) Concernant la gestion et le transport du déchet :
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
  - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- e) Concernant la destination du déchet :
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
  - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
  - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
  - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
  - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

### **Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son registre des déchets nommé "D4-6-4-Rev-2". L'inspection s'est intéressée au registre correspondant à l'année 2024. L'inspection constate l'absence de certaines informations concernant l'origine du déchet, la destination du déchet, la gestion et le transport du déchets.

A savoir :

#### Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale
- le numéro SIRET

#### Concernant la dénomination, nature et quantité :

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement (absence du code pour les déchets non-classés dangereux) ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

#### Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

Concernant la destination du déchet :

- le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

L'exploitant a transmis le 7 mars 2025, le registre des déchets de 2024 et 2025 révisé. L'inspection a constaté sur ces registres à nouveau l'absence des éléments obligatoires suivants :

Concernant la dénomination, nature et quantité :

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement (absence du code pour les déchets non-classés dangereux) ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

Concernant la gestion et le transport :

- le numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le numéro SIRET mentionné pour la société EDIB est erroné ;

Concernant la destination du déchet :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets, n'est pas toujours mentionné ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévu à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé, notamment vis-à-vis des déchets expédié le 10 juin 2024 ;

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdechets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdechets

**Prescription contrôlée :**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP (...) en les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de

suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a effectué une vérification par sondage en croisant la présence de données du registre des déchets avec les données de TrackDéchets.</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le bain de nickel usagé - code déchet 11 01 06*, enlevé le 11/07/24 est dans TrackDéchets.</li> <li>• Les boues fluorées nitriques - code déchets 11 01 09*, enlevées le 15/01/24 sont présentes dans TrackDéchets.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GERE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/ an.</li> </ul> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</li> <li>- la quantité par nature du déchet ;</li> <li>- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</li> <li>- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant que l'application GERE est disponible jusqu'au 31 mars 2025 pour déclarer les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement au titre de l'année 2024.</p> <p>L'exploitant a présenté la déclaration GERE pour l'année 2023. L'inspection a croisé les données déclarées sur GERE en 2023 avec les données présentées dans le registre des déchets de 2023.</p> <p>GERE indique que l'exploitant a déclaré la production et l'expédition pour l'année 2023 de 81,602 t de déchets dangereux.</p> <p>Or le registre déchet présenté par l'exploitant pour 2023 indique la production et l'expédition de déchets dangereux d'un tonnage différent.</p> <p><b>Non conformité :</b></p>

La valeur de déchets dangereux recensés dans GEREPE doit être identique à la valeur de déchets dangereux du registre des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Obligation de Tri

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2021, article D543-281
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Obligation de Tri
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets. Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à [ces catégories] peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets. Lorsque certains déchets de papier [...] et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a inspecté le magasin, le montage K6, le stockage déchets acide et le stockage déchets cyanurés.</p> <p>L'inspection a constaté que l'affichage nommé "consigne de tri" indique que les déchets de caoutchouc, déchets d'emballage, adhésif, le pvc, le bois, le polystyrène sont collectés dans la même poubelle dites "déchets ultimes".</p> <p>L'exploitant a indiqué que les déchets de bois représentait une faible quantité et qu'il s'agissait principalement de morceaux de palettes endommagées.</p> <p><b>Non conformité:</b></p> <p>Le papier, le plastique, et le bois ne sont pas triés à la source.</p> <p>Les consignes de tri seront aussi modifiées en ce sens.</p> <p><b>Observation :</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en application de l'article L. 541-2-1 du code de l'environnement, la dénomination "déchets ultimes" est à réserver pour les déchets qui ne sont plus susceptibles d'être réutilisés ou valorisés dans les conditions techniques et économiques du moment. Ce qui n'est pas le cas pour les déchets de caoutchouc, déchets d'emballage, adhésif, le</p>



pvc, le bois, le polystyrène.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Stockage, rétention, manipulation et transport**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 11-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Prescription contrôlée : Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir 50% de la capacité des réservoirs associés [...]
<b>Constats :</b>  <b>Non conformité</b> L'inspection a constaté, dans la zone stockage de déchets acide, un fût de 200 litres étiqueté "huiles usagées non soumis ADR" hors rétention. L'exploitant confirme que ce fût devrait être sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour